

MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE – 2018

RÉSULTATS DE LA QUATRIÈME ENQUÊTE EN LIGNE RELATIVE À L'ANNÉE 2018

Berne/Lausanne, mars 2021

*

SANTÉ SEXUELLE SUISSE
Marktgasse 36, 3011 Bern / Rue St. Pierre 2, 1003 Lausanne

*

SANTÉ SEXUELLE SUISSE tient à remercier tous les centres qui ont participé à l'enquête en ligne du monitoring de la santé sexuelle en 2018.

Bern/Lausanne, mars 2021

IMPRESSUM

Auteure: Christine Sieber
christine.sieber@sante-sexuelle.ch

Relecture scientifique : Caroline Jacot-Descombes
caroline.jacot-descombes@sante-sexuelle.ch

Traduction en français : Anita Cotting

Relecture de la traduction: Erika Glassey

Mise en page: Jessica Marti

MONITORING DE LA SANTÉ SEXUELLE EN SUISSE – 2018

SOMMAIRE

1 Introduction au monitoring	2
1.1 Rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	2
1.2 Buts du monitoring	2
1.3 Méthodologie	2
2 Synthèse des résultats	3
2.1 Les centres de consultation en matière de grossesse selon la RS 857.5	3
2.2 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire	4
3 Centres invités à participer à l'enquête	5
3.1 Centres de consultation en matière de grossesse reconnus	5
3.2 Autres centres spécialisés intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle	5
4 Domaine Grossesse	6
4.1 Conseil en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5	6
4.2 Interruption de grossesse	7
4.3 Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète	7
4.4 Conseil aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans	7
4.5 Conseil indépendant en matière d'analyse prénatale	8
5 Domaine Contraception / Contraception d'urgence	9
5.1 Conseil en contraception	9
5.2 Accès à la contraception d'urgence	10
6 Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)	11
6.1 Dépistage des infections sexuellement transmissibles	11
6.2 Traitement des infections sexuellement transmissibles	13
7 Domaine Groupe cible «Hommes»	14
7.1 Hommes usagers des centres de consultation, seuls ou accompagnants	14
8 Domaine Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle	15
8.1 Éducation sexuelle en milieu scolaire	15
8.2 Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)	20
9. Commentaire final de SANTÉ SEXUELLE SUISSE	23
Annexe – Liste des centres ayant participé à l'enquête en ligne 2018	26

1 Introduction au monitoring

1.1 Rôle de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

SANTÉ SEXUELLE SUISSE est l'organisation faitière des centres de consultation, des organisations professionnelles et des spécialistes du domaine de la santé sexuelle et reproductive, ainsi que de l'éducation sexuelle, exerçant en Suisse. Elle est partenaire de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) pour la mise en œuvre du programme national de prévention du VIH/sida et autres infections sexuellement transmissibles (PNVI) ainsi que de la loi fédérale RS 857.5 et de son ordonnance d'application.¹ SANTÉ SEXUELLE SUISSE s'engage au niveau national et international pour une éducation sexuelle holistique ainsi que pour la promotion et le respect des droits sexuels. Elle est membre accrédité de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF).

SANTÉ SEXUELLE SUISSE s'engage en Suisse pour l'accès de toute personne à des prestations de santé sexuelle. Elle promeut la qualité de ces prestations et soutient ses membres dans la mise en œuvre de leur mandat.

1.2 Buts du monitoring

Le monitoring vise à fournir des informations quantitatives dans des domaines spécifiques de la santé sexuelle et à donner ainsi une plus grande visibilité aux prestations fournies par les organisations membres.

- Le monitoring documente une partie des prestations et des domaines d'activité des centres de conseil en matière de grossesse reconnus.
- Il renseigne sur les prestations du domaine de l'éducation sexuelle scolaire et extrascolaire² fournies par les services spécialisés en santé sexuelle.
- Les données quantitatives recueillies par le monitoring contribuent également à l'élaboration des rapports que SSCH est tenue de livrer régulièrement aux organisations nationales et internationales dont elle est partenaire ou mandataire.

Ce rapport présente l'évaluation des données de l'année 2018 et constitue le quatrième rapport de monitoring publié par SANTÉ SEXUELLE SUISSE.³

1.3 Méthodologie

L'enquête a été menée en ligne, via le domaine réservé aux membres du répertoire des centres de santé sexuelle. L'outil informatique a été mis à disposition du 05.03.2019 au 30.01.2020 pour la saisie des données de l'année 2018. En raison de l'épidémie du coronavirus, l'évaluation a été retardée et s'est déroulée durant l'hiver 2020/2021. Le monitoring est conduit une fois par année.

Ont été invités à participer au monitoring 2018:

75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus (selon la loi fédérale RS 857.5) pour les domaines suivants:

- _ Grossesse
- _ Contraception, contraception d'urgence
- _ Infections sexuellement transmissibles
- _ Groupe cible hommes
- _ Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle

21 autres centres spécialisés intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle et proposant des prestations en:

- _ Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle

¹ Loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse RS 857.5, 9.10.1981. Ordonnance 857.51, 12.12.1983.

² Sur la base de ces informations, le site <https://www.sexualaufklaerung-schule.ch/web.php/1/fr> est actualisé une fois par année.

³ Tous les rapports «Monitoring de la santé sexuelle en Suisse» sont disponibles sur: <https://www.sante-sexuelle.ch/nos-activites/qualite/monitoring-des-centres-de-sante-sexuelle>

Les données individuelles des centres ne seront en aucun cas communiquées à l'extérieur. Elles seront rassemblées et mises en commun en vue d'obtenir une image d'ensemble nationale ou régionale (Suisse alémanique, Suisse romande).

Les évaluations du monitoring de la santé sexuelle en Suisse n'englobent pas l'ensemble des questions traitées par les centres de santé sexuelle et ne représentent donc pas l'offre complète de prestations⁴. Le monitoring prend en compte les domaines et prestations relevant de la loi fédérale, de mandats, ainsi que les prestations requises pour l'établissement des rapports destinés aux organisations partenaires nationales et internationales. Concernant le domaine de l'éducation sexuelle, d'autres centres spécialisés figurant sur le répertoire des centres⁵ ont également été intégrés à l'enquête.

2 Synthèse des résultats

2.1 Les centres de consultation en matière de grossesse selon la RS 857.5

- ✓ Le nombre des centres de consultation en matière de grossesse en Suisse reconnus est resté le même en 2018, soit 75.
- ✓ Le taux de retour est similaire à celui de l'année précédente: 61 centres sur 74, soit 81%, ont participé à l'enquête en ligne.
- ✓ Plus de 20'000 conseils liés à la grossesse ont été dispensés par les centres de consultation en matière de grossesse reconnus.
- ✓ 95% des centres en charge du mandat légal pour le conseil en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5 sont au bénéfice d'un mandat cantonal complémentaire pour le conseil aux adolescentes de moins de 16 ans, basé sur le Code pénal suisse, art. 120c [2017: 97%].
- ✓ À l'exception d'un canton, tous les centres de conseil en matière de grossesse reconnus ont un mandat cantonal pour le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales⁶.
- ✓ Plus de 34'000 conseils en contraception ont été dispensés en 2018 [2017: 25'974] à plus de 20'000 usagères et usagers [2017: 13'033], ce qui représente près de 1.7x plus que le nombre de conseils liés à la grossesse.
- ✓ Les préservatifs masculins sont disponibles dans 64% des centres de consultation en matière de grossesse reconnus [2017 : 63%]; près de la moitié des centres (46%) ont délivré les préservatifs gratuitement. Les préservatifs féminins étaient également disponibles auprès de 31% des centres [2017: 28%], gratuitement auprès de 11% d'entre eux.
- ✓ Un centre de consultation en matière de grossesse sur deux⁷ en Suisse a prescrit des moyens de contraception hormonaux en 2018. Dans 39% des centres, les méthodes dites LARC⁸ ont été proposées, c'est-à-dire des méthodes de contraception réversible de longue action.
- ✓ Plus de la moitié des centres de consultation en matière de grossesse reconnus (54%) ont délivré la contraception d'urgence hormonale. Le dispositif intra-utérin DIU (stérilet) au cuivre en tant que contraception d'urgence était également disponible auprès des deux tiers de ces centres.

⁴ Suivant les mandats qui leur sont attribués par les cantons, les centres de consultation en matière de grossesse proposent encore d'autres prestations que le conseil en matière de grossesse défini par la loi fédérale RS 857.5. Exemples: conseil en sexualité, sexologie, désir d'enfant inassouvi, stérilité, etc.

⁵ Répertoire des centres de santé sexuelle : <https://www.sante-sexuelle.ch/centres-de-conseil>

⁶ Base légale: loi fédérale 810.12 sur l'analyse génétique humaine, article 17

⁷ Ne sont pas compris ici les 9 centres du canton de VD («conseil en périnatalité») qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse.

⁸ Long-Acting Reversible Contraception LARC: dispositif intra-utérin DIU (stérilet) ou implant.

- ✓ Des 61 centres de consultation en matière de grossesse reconnus qui ont participé à l'enquête en ligne de 2018, plus de la moitié d'entre eux (54%) ont, comme l'année précédente, proposé le dépistage d'une IST au moins. Tous les centres ont effectué des dépistages du VIH.
- ✓ Pour la première fois en 2018, les centres de consultation en matière de grossesse proposant une offre de dépistage ont indiqué disposer d'une offre de tests pour quatre IST (VIH, gonorrhée, chlamydias, syphilis), soit 30% d'entre eux. En revanche, le nombre de centres qui disposaient d'une offre de tests pour trois ou deux IST a massivement diminué: de 6% en 2017 à 0% en 2018 pour le VIH, la gonorrhée et les chlamydias, de 29% à 9% pour le VIH et la syphilis. Ce changement démontre que plusieurs centres ont élargi leur offre de dépistage des IST en 2018.
- ✓ Comme dans les années précédentes, la moitié des centres de consultation en matière de grossesse (49%) disposant d'une offre de dépistage, propose l'ensemble des tests dits des «Big Five⁹».
- ✓ Comme l'année précédente, un centre sur trois propose le traitement d'au moins une infection sexuellement transmissible (33%), ce qui représente à peu près un tiers des centres proposant une offre de dépistage.
- ✓ Les centres proposant le traitement des IST ont tous traité aussi bien les chlamydias que la gonorrhée. Près du double des centres de l'année dernière, soit 90%, ont indiqué avoir traité des infections de syphilis [48%].
- ✓ 62% des centres ayant effectué des tests de syphilis ont proposé le traitement de la syphilis, soit pratiquement le double, par rapport à l'année dernière (2017: 36%).
- ✓ Une femme sur huit (2017: une femme sur six) venue consulter pour un conseil lié à la grossesse était accompagnée de son partenaire (soit 13% de l'ensemble des conseils liés à la grossesse).

2.2 Prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire et extrascolaire

- ✓ Le monitoring 2018 fait état de 48 centres au total proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. Environ les deux tiers d'entre eux (65%) sont des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, un tiers (35%) est constitué des autres centres spécialisés figurant sur le répertoire des centres.
- ✓ Plus de 160'000 enfants et jeunes ont en 2018 bénéficié d'une prestation d'éducation sexuelle en milieu scolaire [2017: près de 140'000]. 43% d'entre eux étaient scolarisés au niveau primaire, 29% au niveau secondaire et 21% au niveau postobligatoire. C'est au niveau de l'école infantine qu'on enregistre le nombre d'enfants le moins élevé (7%).
- ✓ Les 4 principaux thèmes traités en 2018 par les centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire (total 48) sont: la prévention du VIH et des IST (92%), l'éducation sexuelle générale (90%), l'orientation sexuelle et la diversité sexuelle (85%), ainsi que les questions liées à la relation, l'amour et l'amitié. Ces 4 thèmes étaient déjà les thèmes de prédilection en 2016 et en 2017.
- ✓ Le sujet le plus souvent rapporté par les 54 centres proposant des interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire est, à 93%, «Prévention VIH/ IST», puis, à 91%, «Orientation sexuelle/Diversité», suivi de près, à 85%, du sujet primordial «Droits sexuels».

⁹ VIH, syphilis, hépatites, gonorrhée, chlamydias

- ✓ L'éducation sexuelle en milieu scolaire proposée par les centres de santé sexuelle ne vise pas uniquement la prévention des risques, mais s'inscrit dans le concept d'une approche d'éducation sexuelle holistique.
- ✓ Un total de 284 interventions ont été menées en milieu extrascolaire dans le cadre de l'approche par les pairs. 98% d'entre elles l'ont été dans le domaine de la migration.

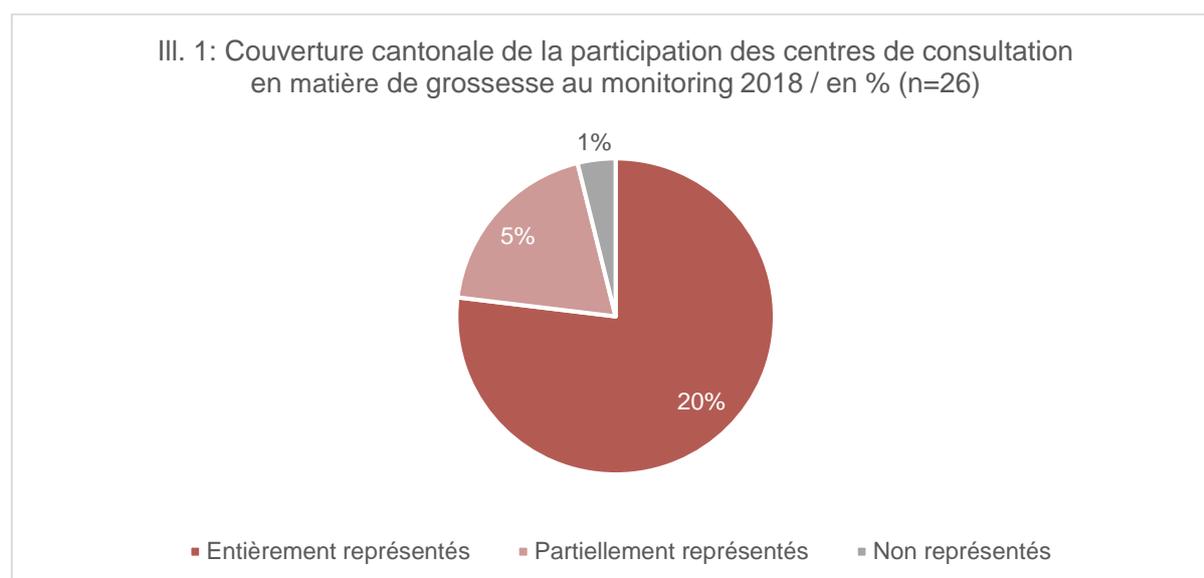
3 Centres invités à participer à l'enquête

3.1 Centres de consultation en matière de grossesse reconnus

Le nombre des centres de consultation en matière de grossesse reconnus en Suisse est resté le même en 2018, soit 75. Ces centres ont été invités à répondre à l'ensemble du questionnaire, y compris au domaine Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle.

Le taux de retour est comparable à celui de l'année dernière : 61 centres sur 75, soit 81%, ont participé à l'enquête en ligne.

L'enquête a été complétée par les centres établis dans 21 cantons et comprend les données de 25 cantons¹⁰. Dans un peu plus des trois quarts des cantons (77%, 20), tous les centres mandatés ont participé au monitoring 2018. Ces cantons sont ainsi entièrement représentés. 19% des cantons (5) ne sont que partiellement représentés. 4% (1 canton) n'ont pas répondu. Ill. 1



Entièrement représentés, 20 cantons: AG (1 centre sur 1), AI/AR (par SG), BL (2 sur 2), BS (1 sur 1), FR (2 sur 2), GE (1 sur 1), GL (1 sur 1), GR (1 sur 1), JU (3 sur 3), LU (1 sur 1), NW/OW (par LU), SG (4 sur 4), SZ (2 sur 2), TG (1 sur 1), TI (4 sur 4), UR (1 sur 1), VS (6 sur 6), ZG (1 sur 1)

Partiellement représentés, 5 cantons: BE (4 sur 7), NE (1 sur 2), SO (3 sur 4), VD (17¹¹ sur 18), ZH (4 sur 10)

Non représentés, 1 canton: SH (0 sur 1)

3.2 Autres centres spécialisés intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle

En plus des centres de consultation en matière de grossesse, 21 autres centres spécialisés en santé sexuelle intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle et proposant une offre dans le domaine de l'éducation sexuelle [2017: 20] ont été invités à participer à l'enquête en ligne et à répondre exclusivement aux questions portant sur le domaine Éducation sexuelle/Formation à la santé sexuelle.

¹⁰ Les 4 demi-cantons AI, AR, ainsi que NW et OW sont compris dans les données de SG, respectivement LU.

¹¹ Les centres reconnus du canton de VD, gérés par la Fondation PROFA, sont répartis en tant que «Consultation de santé sexuelle planning familial» (8 centres) et «Conseil en périnatalité» (9 centres), soit 17 centres au total.

Sur 21 centres invités, 17 centres ont participé, soit 81 % [2017: 75%] et répondu au questionnaire sur l'éducation sexuelle.

Commentaire SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 3: Centres de consultation en matière de grossesse

Bases légales des centres de consultation en matière de grossesse reconnus par les cantons: loi fédérale RS 587.5 du 9.10.1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse ainsi que l'ordonnance RS 857.51 du 12.12.1983.

En 2018, on dénombre en Suisse un total de 75 centres de consultation en matière de grossesse reconnus, dans 22 cantons. 4 demi-cantons ont conclu une convention de prestations avec d'autres cantons (AR et IR: canton de St-Gall, NW et OW: canton de Lucerne).

Le monitoring 2018 s'appuie sur la participation de 61 centres issus de 21 cantons, soit 81% de l'ensemble des centres de consultation en matière de grossesse.

Des centres de consultation en matière de grossesse sont à disposition de la population suisse dans les 4 régions linguistiques. Vu sous cet angle, on peut considérer que la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse est correctement mise en œuvre. Les données recueillies par le monitoring ne donnent toutefois aucun renseignement sur la qualité, ni sur les ressources financières et humaines des différents centres.

La loi fédérale RS 857.5 établit par exemple que les centres de consultation doivent «disposer de collaborateurs et de ressources financières qui leur permettent d'accorder sans retard les consultations gratuites et l'aide nécessaire aux personnes intéressées». On ne sait que peu de choses sur la manière dont ces objectifs sont définis et mis en œuvre dans les différents cantons. Il n'existe pas d'analyse approfondie à ce sujet.

4 Domaine Grossesse

4.1 Conseil en matière de grossesse selon la loi fédérale RS 857.5

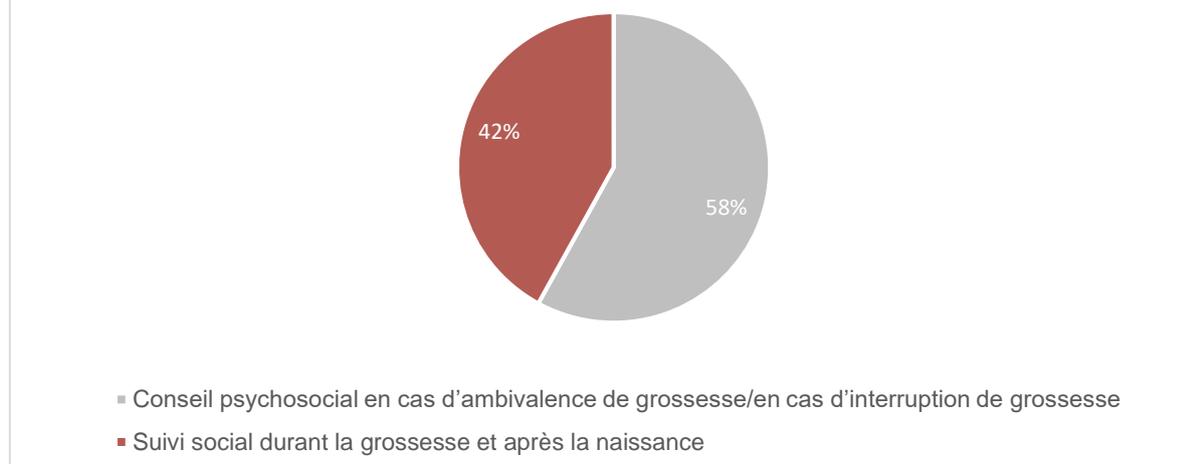
En 2018, un total de 20'419 conseils¹² [2017: 16'058, 2016: 14'192] ont été dispensés sur la base de la loi fédérale RS 857.5. Le taux de conseils psychosociaux en cas d'ambivalence de grossesse ou d'interruption de grossesse s'élève à 58% et les conseils liés au suivi social pendant la grossesse et après la naissance représentent 42% (III. 2).

Comme pour les années précédentes, le nombre de centres (95%) ayant recueilli des données sous la rubrique «Conseil psychosocial en cas d'ambivalence de grossesse» est plus important que celui des centres ayant complété la rubrique «Suivi social durant la grossesse et après la naissance» (74%). Ceci s'explique par le fait que les centres qui ne distinguent pas les types de conseil ont été priés de les rapporter en tant que conseils psychosociaux en ambivalence de grossesse. Alors que l'année dernière, 15% des centres indiquaient inclure également au nombre des conseils ceux fournis par téléphone ou par mail, ce taux, en 2018, se situe, selon le type de conseil entre 30 et 40%.

En 2018, les centres ont traité 9'206 dossiers [2017: 12'250 / 2016: 11'200 / 2015: 10'437]. Le nombre de personnes directement concernées ayant eu recours à un conseil en matière de grossesse auprès d'un centre reconnu par le canton est ainsi un peu moins important que les années dernières. On ne s'explique pas vraiment pourquoi, après une augmentation constante ces dernières années, le nombre de cas est maintenant en régression. Cette diminution pourrait en partie être due au fait qu'à la différence des années dernières, les importants prestataires des cantons de VD et VS ont enregistré moins de cas.

¹² Base légale: loi fédérale R 857.5 de 1981 sur les centres de conseil en matière de grossesse

III.2: Type de conseil basé sur la loi RS 857.5 / en % (n=20'419)



4.2 Interruption de grossesse

Tout comme l'année dernière, des interruptions de grossesse ont été pratiquées par près d'un quart des centres (14/23%), soit dans leurs propres services, soit au sein de leurs structures [2017: 23%, 2016: 27%, 2015: 15%]. Tous ces centres pratiquent aussi bien des interruptions de grossesse chirurgicales que médicamenteuses.

4.3 Traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète

Tous les centres cités sous 4.2 indiquent se charger également du traitement en cas d'interruption de grossesse incomplète.

4.4 Conseil aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans

Pratiquement tous les centres (58 centres/95%) en charge du conseil aux femmes enceintes relevant de la loi fédérale RS 857.5 sont également mandatés par le canton pour le conseil aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans, selon le Code pénal suisse, article 120c [2017: 97%]. Les centres de consultation en matière de grossesse proposent aux jeunes personnes un accompagnement compétent et professionnel, non discriminatoire et fondé sur les droits, dans leur prise de décision d'interrompre ou non la grossesse. Cet accompagnement est d'autant plus important lorsque l'implication des responsables légaux, parents ou tuteurs, ne s'avère que difficilement possible.

En 2018, 124 conseils ont été dispensés à des adolescentes enceintes de moins de 16 ans. Ces données émanent de 29 centres [2017: 193 conseils/16 centres] qui représentent 0,6% de l'ensemble des conseils relevant de la loi fédérale RS 857.5 sur les centres de consultation en matière de grossesse. Les indications concernant le nombre de conseils et le nombre de centres desquels émanent ces données varient d'une année à l'autre et ne suivent aucun schéma précis (tableau 1). Il reste clair, cependant, que le nombre de jeunes femmes enceintes de moins de 16 ans est très peu élevé en Suisse. Au vu du faible taux d'interruption de grossesse et du tout aussi faible taux de natalité dans cette catégorie d'âge¹³, ce constat n'est pas étonnant.

¹³ Selon l'Office fédéral de la statistique, 10'457 interruptions de grossesse ont eu lieu en 2018, dont 9 concernaient des adolescentes de moins de 15 ans et 694 des jeunes femmes entre 15 et 19 ans, tandis que 87'851 enfants sont nés, dont 4 enfants d'une mère de moins de 16 ans.

Tableau 1: Conseil aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans. Total des conseils / Nombres de centres répondants / Moyenne par centre / Part du total des conseils en matière de grossesse

	Total des conseils aux adolescentes enceintes <16 ans	Nombre de centres répondants	Moyenne de conseils par centre	Part du total des conseils en matière de grossesse
2018	124	29	4	0.6% (n=20'419)
2017	193	16	12	1.2% (n=16'058)
2016	123	27	5	0.9% (n=14'192)
2015	154	20	8	1.3% (n=12'099)

4.5 Conseil indépendant en matière d'analyse prénatale

À l'exception d'un canton, tous les centres de consultation en matière de grossesse disposent d'un mandat pour le conseil indépendant en matière d'analyses prénatales¹⁴. Le nombre de consultations rapporté par les centres est toutefois très peu élevé. Neuf centres nous ont transmis des indications sur le nombre de conseils (99) et six centres seulement sur le nombre de dossiers (9). Ceci correspond à 0,5% de l'ensemble des conseils relevant de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse [2017: 0.75%, 2016: 1.1%, 2015: 0.6%].

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 4: Domaine Grossesse

Conseil aux adolescentes enceintes de moins de 16 ans

Base légale: Interruption de grossesse non punissable, Code pénal suisse, article 120c.

Avant une éventuelle interruption de grossesse, les adolescentes enceintes de moins de 16 ans sont tenues de s'adresser à un «centre de consultation spécialisé pour mineurs». La plupart des cantons ont donné ce mandat aux centres de consultation en matière de grossesse. Sur cette base légale ainsi que sur celle de la loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse, les centres spécialisés en santé sexuelle conseillent et accompagnent les jeunes femmes enceintes se trouvant dans une situation difficile et stressante.

Il n'y a que peu d'interruptions de grossesses ou de naissances chez les moins de 16 ans. Toutefois, dans certains cantons, le taux concernant les interruptions de grossesse chez les 15-19 ans est nettement plus élevé que la moyenne nationale. Ceci concerne en particulier des cantons comprenant de grandes villes, en Suisse romande (GE, NE, VD, VS) ou en Suisse alémanique (BE, BS, ZH).

Cette offre de conseil en cas de grossesse non voulue doit être rendue plus accessible encore au groupe cible des jeunes, indépendamment du fait que la jeune femme enceinte décide d'interrompre ou pas la grossesse.

Interruption de grossesse chez les femmes migrantes

L'Office fédéral de la statistique (OFS) publie chaque année divers indicateurs concernant l'interruption de grossesse, dont notamment le taux d'interruption de grossesse auprès des «Suisseuses» et des «femmes étrangères». En 2018, le taux d'interruptions de grossesse auprès des femmes domiciliées en Suisse était de 6.4 pour 1'000 femmes âgées entre 15 et 44 ans. Le taux concernant les femmes avec passeport suisse était de 4.6 en 2018 et de 7.2¹⁵ concernant les femmes sans passeport suisse. Le taux de ce groupe cible est nettement plus élevé et concerne en particulier le groupe des migrantes entre 20 et 34 ans.

¹⁴ Base légale: loi fédérale 810.12 sur l'analyse génétique humaine, article 17

¹⁵ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/migration-integration/indicateurs-integration/indicateurs/interruption-grossesse.html>

Quelles sont les caractéristiques de ces femmes migrantes particulièrement concernées? Et: y-a-t-il également des groupes cibles particulièrement concernés parmi les Suissesses? Des études récentes menées à Genève¹⁶(2018) et dans le canton de Vaud¹⁷(2019) démontrent que la seule différence de nationalité n'est pas déterminante. D'autres paramètres statistiques sont nécessaires à l'élaboration d'offres de prévention destinées à des groupes cibles particulièrement concernés, comme par exemple: la durée de séjour en Suisse, le type d'autorisation de séjour, le contexte migratoire, le contexte socio-économique.

5 Domaine Contraception / Contraception d'urgence

5.1 Conseil en contraception

5.1.1 Nombre de conseils en contraception et nombre de dossiers (cas)

Tous les centres de consultation en matière de grossesse en charge de l'application de la loi fédérale RS 857.5 proposent également le conseil en contraception¹⁸. À l'exception du canton de ZH, ces conseils sont dispensés gratuitement dans les cantons ayant participé à l'enquête.

En 2018, 34'370 conseils en contraception ont été dispensés [2017: 25'974, 2016: 31'278] à 19'812 usagères et usagers [13'033, 14'368]¹⁹. L'augmentation du nombre de conseils en contraception est notamment due au changement de mode de saisie des données d'un important prestataire du canton de Vaud.

Sur le nombre de conseils relevant de la loi fédérale RS 857.5 de 1981 sur les centres de consultation en matière de grossesse, les conseils en contraception représentent plus d'une fois et demie (1.7 x) le nombre de ceux dispensés dans le domaine de la grossesse.

5.1.2 Remise de préservatifs (masculins, féminins)

Des 61 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2018, 64% [2017: 63%] dispensent des préservatifs masculins; près de la moitié d'entre eux (46%) les remettent gratuitement²⁰. Des préservatifs féminins sont disponibles dans 31% des centres [2017: 28%], gratuitement auprès de 11% de ces centres.

5.1.3 Contraception hormonale et contraception réversible de longue action

Un centre de consultation sur deux en Suisse²¹ a prescrit en 2018 des moyens de contraception hormonale. Les contraceptifs oraux étaient disponibles dans un centre sur quatre. L'injection trimestrielle a été administrée dans 38% des centres. Les méthodes dites LARC²², c'est-à-dire des moyens de contraception réversible de longue action, étaient disponibles dans 39% des centres (tableau 2).

Le recul du nombre de centres délivrant des moyens oraux de contraception hormonale s'explique de manière très concrète. Les 6 centres SIPE du canton du Valais travaillent désormais étroitement avec les médecins. Si nécessaire, les conseillères et conseillers peuvent sous certaines conditions prescrire la pilule trimestrielle ou organiser rapidement une consultation médicale. C'est pourquoi ces centres ne disposent plus d'une réserve de contraceptifs oraux.

¹⁶ <https://www.reiso.org/articles/themes/soins/2901-le-contexte-d-une-interruption-de-grossesse>

¹⁷ <https://www.unisante.ch/fr/formation-recherche/recherche/publications/raisons-sante-essentiels/raisons-sante-essentiels-20>

¹⁸ Ne sont pas compris ici, les 9 centres du canton de VD («PROFA, conseil en périnatalité») qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse. Tous les autres centres du canton de VD proposent également du conseil en contraception.

¹⁹ Limite méthodologique: 74% [2017: 67%, 2016: 64%] des centres de consultation en matière de grossesse ont rapporté le nombre d'entretiens conseil, soit 44% [46%; 47%] sous nombre de dossiers.

²⁰ La Fondation PROFA, dans le canton de VD, ne remet gratuitement des préservatifs que lors d'actions spécifiques.

²¹ Ne sont pas compris ici les 9 centres du canton de VD («conseil en périnatalité»), qui proposent uniquement du conseil en matière de grossesse.

²² Long-Acting Reversible Contraception LARC: dispositif intra-utérin DIU (stérilet) ou implant

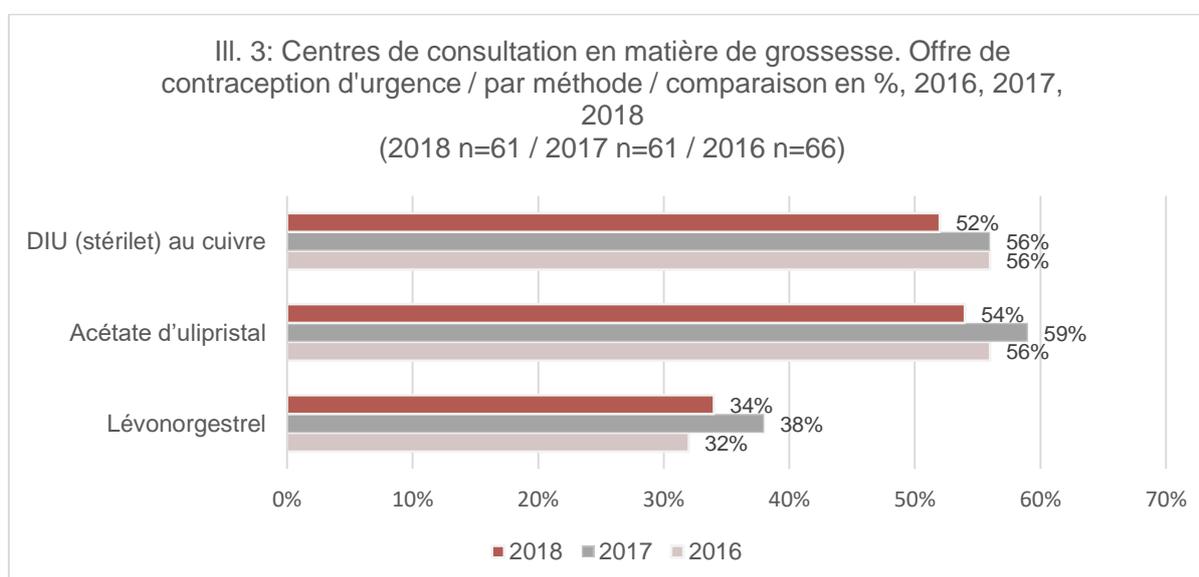
Tableau 2 : Types de contraceptifs disponibles dans les centres de consultation en matière de grossesse

	2018 (n=61)	2017 (n=61)	2016 (n=66)	2015 (n=59)
Votre organisation prescrit-elle des contraceptifs hormonaux	49%	51%	50%	41%
Des contraceptifs hormonaux oraux sont-ils disponibles auprès de votre organisation?	26%	34%	41%	20%
L'injection trimestrielle est-elle disponible auprès de votre organisation?	38%	39%	41%	32%
Les méthodes dites LARC sont-elles disponibles auprès de votre organisation?	39%	41%	44%	34%

5.2 Accès à la contraception d'urgence

Des 61 centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête en ligne 2018, 54% des centres (33) proposent au moins une méthode de contraception d'urgence [2017: 59%]. La majorité d'entre eux disposaient des deux substances (levonorgestrel LNG et acétate d'ulipristal UPA). Alors qu'en 2016 tous les centres prescripteurs de contraception d'urgence hormonale proposaient les deux substances, en 2017, pour la première fois, deux centres n'ont proposé que l'UPA. Cette tendance ne s'est pas poursuivie: seul un centre indique avoir proposé uniquement l'UPA. En 2017 et en 2018, il s'agissait de centres du canton de Zurich.

Le dispositif intra-utérin DIU (stérilet) au cuivre comme contraception d'urgence était disponible auprès de 34% de l'ensemble des centres (soit les deux tiers des centres prescripteurs de contraception d'urgence) (Ill. 3)²³.



²³ Ces centres se trouvent dans les cantons de BS, BE, FR, TI, VD, ZH.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 5: Domaine Contraception, Contraception d'urgence

Contraception d'urgence

Le dispositif intra-utérin DIU (stérilet) au cuivre comme moyen de contraception d'urgence est uniquement possible et disponible auprès de centres de consultation en matière de grossesse médicalisés dans 6 cantons (BS, BE, FR, TI, VD, ZH). Dans les autres cantons, l'accès à cette option n'est pas clair. Il est possible que des cabinets médicaux ou des services gynécologiques dans des hôpitaux proposent cette méthode.

Les centres spécialisés en santé sexuelle peuvent servir de passerelles et informer les pharmacies sur les services de leur région proposant le DIU au cuivre comme contraception d'urgence.

6 Domaine Infections sexuellement transmissibles (IST)

6.1 Dépistage des infections sexuellement transmissibles

L'enquête a porté sur le dépistage des infections sexuellement transmissibles dites des «Big Five»: VIH, syphilis, hépatites, gonorrhée et chlamydias.

Sur les 61 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2018, plus de la moitié d'entre eux (33 centres/54%) ont comme l'année dernière proposé le dépistage d'au moins une IST. Tous ces centres ont mené des tests VIH, 48% ont proposé le test de la syphilis, 43% celui de la gonorrhée et des chlamydias. Les tests de dépistage des hépatites n'ont été effectués de manière indépendante que par une minorité des centres (26%). (Ill. 4). Certains centres les ont délégués à des services externes (38%). Quelques-uns d'entre eux ont pu les ont transmis à d'autres départements internes de leur institution (10%).

En chiffres absolus, 12'354 tests IST ont été effectués en 2018 [2017: 10'962, 2016: 13'718]. Toutefois, tous les centres n'ont pas rapporté des données précises sur les tests IST, notamment les centres rattachés aux hôpitaux qui, le plus souvent, ne livrent aucune donnée à ce sujet. Par contre, les centres indépendants des hôpitaux transmettent en général le nombre de tests IST qu'ils ont effectués. Les centres des cantons d'AG, FR, GE et VS effectuent désormais également des tests de dépistage de la gonorrhée et des chlamydias et fournissent des chiffres à ce sujet. Ces centres indiquent avoir effectué 1'049 tests concernant ces deux IST. Ceci explique en grande partie l'augmentation du total de tests de dépistage des IST par rapport à 2017.

Le tableau 3 présente le nombre moyen de tests qui ont été effectués par centre/par IST²⁴. Le total des tests IST est mis en relation avec le nombre de centres ayant fourni des données pour chaque type de test IST. Ce mode de calcul permet une certaine comparaison²⁵. Comme pour les années précédentes, la majorité des tests effectués portait sur le dépistage des chlamydias (en moyenne 173 par centre proposant du dépistage). Pour la première fois, le nombre de tests VIH est plus élevé que celui des tests de la gonorrhée (163 contre 116). Suivent ensuite les tests de la syphilis (95) et des hépatites (38).

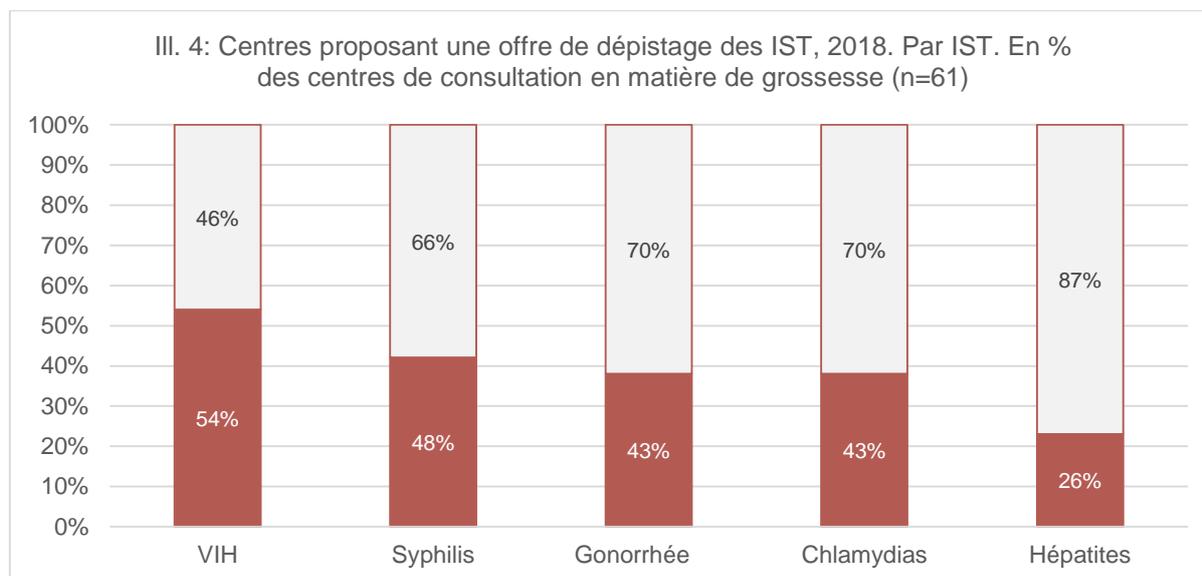
Si l'on évalue uniquement les centres disposant d'une offre de dépistage (n=33), on observe que plus de la moitié d'entre eux (49%) proposent l'ensemble des tests dits des «Big Five». Le nombre de centres proposant uniquement le dépistage du VIH (12%) est similaire à celui de l'année dernière.

Par contre, un changement notable est à relever: 30% de ces centres incluent désormais dans leurs prestations le dépistage de quatre IST différentes (VIH, gonorrhée, chlamydias, syphilis). Le nombre de

²⁴ Il convient de souligner ici aussi que les centres de conseil en matière de grossesse ne fournissent de loin pas tous les données relatives aux tests effectués. C'est le cas notamment pour les centres rattachés à un hôpital.

²⁵ Il existe un certain risque d'erreur dans l'interprétation statistique, certains centres étant très petits et d'autres très importants.

centres ne proposant le dépistage que de deux ou trois IST est en régression (tableau 4). Ce changement démontre qu'un certain nombre de centres ont élargi leur gamme de tests des IST en 2018.



Exemple de lecture: 54% des centres de consultation en matière de grossesse ont proposé un dépistage du VIH en 2018.

Tableau 3 : Par IST: Nombre de centres ayant transmis des données sur le dépistage des IST et nombre de tests effectués: moyenne par centre de consultation en matière de grossesse proposant une offre de dépistage

Type de test:		Nombre de centres répondants	Nombre de tests effectués	Moyenne par centre proposant une offre de dépistage des IST
Chlamydias	2018	19	3278	173
	2017	10	2726	273
	2016	11	4631	421
	2015	8	2124	266
Gonorrhée	2018	19	2211	116
	2017	10	1853	185
	2016	11	1920	174
	2015	7	1010	144
VIH	2018	27	4396	163
	2017	26	4611	177
	2016	26	4750	183
	2015	25	3850	154
Syphilis	2018	20	1905	95
	2017	20	1403	70
	2016	19	1407	74
	2015	14	504	36
Hépatites	2018	15	564	38
	2017	10	369	37
	2016	11	1110	101
	2015	7	361	52

Exemple de lecture: en 2018, un centre de consultation en matière de grossesse proposant une offre de dépistage du VIH a effectué en moyenne 163 tests VIH [2017: 177]. Ce chiffre se base sur les données de 27 centres qui ont effectué 4'396 tests HIV en tout.

Tableau 4 : Types de tests dans les centres de consultation en matière de grossesse, en % des centres proposant une offre de dépistage

	2018 (n=33)	2017 (n=34)	2016 (n=37)
Dépistage de 5 IST («Big Five»)	49%	53%	62%
Dépistage de 4 IST (VIH, gonorrhée, chlamydias, syphilis)	30%	-	-
Dépistage de 3 IST (VIH, gonorrhée, chlamydias)	-	6%	5%
Dépistage de 2 IST (VIH, syphilis)	9%	29%	24%
Dépistage du VIH	12%	12%	8%

Exemple de lecture: 30% des centres de consultation en matière de grossesse effectuant le dépistage des IST proposent des tests de dépistage de 4 IST: HIV, gonorrhée, chlamydias, syphilis.

6.2 Traitement des infections sexuellement transmissibles

Les questions de l'enquête portaient sur le traitement des infections sexuellement transmissibles dites des «Big Five», VIH, syphilis, hépatites, gonorrhée, chlamydias.

Sur les 61 centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête en ligne 2018, un centre sur trois (33%/20 centres), comme l'année dernière, propose le traitement d'au moins une infection sexuellement transmissible [2017: 34%]. Ils représentent ainsi quasiment les deux tiers des centres (61%, 20 sur 33) proposant une offre de dépistage [2017: 62%].

Tous les centres proposant le traitement des IST traitent les chlamydias et la gonorrhée (100%) [2017: 100% / 95%]. Le nombre de centres traitant la syphilis est plus important que celui de l'année dernière, à savoir 90% [48%]. Pratiquement le double! Aucun de ces centres ne propose le traitement du VIH [48%] et uniquement 3% [2017: 14%] celui des hépatites. Les patient-es concernés sont dirigés vers des départements internes spécialisés ou des services prestataires externes.

Pour ce qui concerne le nombre de traitements effectués, le monitoring 2018 n'est à nouveau pas en mesure de fournir des indications: les centres de consultation en matière de grossesse semblent, à quelques d'exceptions près, ne pas saisir les données relatives au traitement.

Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 5: Domaine Infections sexuellement transmissibles

Dépistage des infections sexuellement transmissibles

En 2017, nous disions déjà: «Il sera intéressant d'observer les développements futurs concernant l'élargissement de l'offre de dépistage et les possibilités de tests combinés qui pourraient avoir un impact positif sur le coût des tests IST». L'analyse des données 2018 le démontre: les centres ont élargi leur assortiment de tests de dépistage (tableau 4, p. 13). Dans ce rapport, on constate un changement notable concernant l'offre de dépistage des IST. Plusieurs centres qui jusqu'ici ne proposaient que deux dépistages (VIH, Syphilis) proposent dorénavant le dépistage de quatre IST (gonorrhée et chlamydias en plus).

Traitement des infections sexuellement transmissibles

Le nombre de centres proposant à la fois le dépistage des IST et leur traitement est en augmentation. Ceci n'était le cas, jusqu'à présent et principalement, que pour les personnes testées positives aux chlamydias et à la gonorrhée. Dorénavant, les personnes testées positives à la syphilis pourront également et de plus en plus souvent bénéficier d'un traitement en interne.

7 Domaine Groupe cible «Hommes»

7.1 Hommes usagers des centres de consultation, seuls ou accompagnants

Des 61 centres de consultation en matière de grossesse reconnus ayant participé à l'enquête en ligne 2018, les trois quarts d'entre eux (77%/47 centres) recueillent, d'une manière ou d'une autre, des données relatives au groupe cible «Hommes» [2017: 66%, 2016: 71%, 2015: 75%]. L'évaluation établit que ces centres ne fournissent pas tous des réponses précises aux diverses questions. Ils indiquent en général le total des hommes venus consulter, sans en préciser le sujet.

L'enquête en ligne posait la question du nombre d'hommes venus seuls ou en tant qu'accompagnants dans un centre de consultation en matière de grossesse. Les deux catégories, hommes seuls ou accompagnants, se sont adressées aux centres pour des questions précises²⁶, pour un dépistage ou un traitement d'IST. Les données recueillies renseignent à nouveau principalement sur «Hommes venus seuls pour un dépistage d'IST» et «Hommes accompagnants pour un conseil en cas de grossesse ou d'ambivalence de grossesse». Peu ou pas de données ont été saisies pour les autres prestations.

Homme seuls

739 hommes [2017: 1'833, 2016: 2'220, 2015: 1'721] se sont adressés à un centre de consultation en matière de grossesse pour un dépistage d'IST, soit en moyenne 92 par centre [2017: 153] (Tableau 5). Ce recul notable est dû au fait qu'un important centre du canton de Vaud n'a pas pu saisir ces données en 2018.

L'évaluation démontre qu'en général, les centres enregistrent le nombre total d'hommes venus seuls au centre (2018: 72%) et peu souvent les données relatives aux diverses prestations, sauf comme décrit plus haut, sur le dépistage des IST. La saisie des données concernant les hommes venus pour obtenir un conseil dans le domaine de la grossesse tend à augmenter. Un quart des centres avait recueilli des indications à ce sujet en 2017 et d'ores et déjà 31% en 2018. Toutefois, le nombre d'hommes (41) venus en 2018 chercher du conseil en matière de grossesse auprès de ces centres est très faible (tableau 5).

Hommes accompagnants

Une femme sur 8 (7.7) était accompagnée de son partenaire pour un conseil en matière de grossesse: 1'195 hommes [2017: 2'067, 2016: 2'055, 2015: 208] sont ainsi venus en 2018 en tant qu'accompagnants pour un conseil en matière de grossesse, ce qui équivaut à 13% de l'ensemble des consultations en matière de grossesse²⁷ (Tableau 6).

Tableau 5 : Hommes venus seuls dans un centre de consultation en matière de grossesse pour un dépistage VIH/IST. Nombre d'hommes / Nombre de centres répondants / Moyenne par centre

		Nombre d'hommes seuls	Nombre de centres répondants	Moyenne par centre
Test VIH/IST	2018 (n=61)	739	8/13%	92
	2017 (n=61)	1'833	12/20%	153
	2016 (n=66)	2'220	16/24%	139
	2015 (n=59)	1'721	16/27%	108
Conseil en grossesse/ ambivalence de grossesse	2018 (n=61)	41	19/31%	2
	2017 (n=61)	478	15/25%	32
	2016 (n=66)	8	4/6%	2
	2015 (n=59)	19	5/8%	4

²⁶ Conseil psychosocial en cas de grossesse/ambivalence de grossesse, adolescentes enceintes de moins de 16 ans, conseil indépendant en matière d'analyses prénatales, contraception, contraception d'urgence

²⁷ Voir chapitre 3.1 Conseil en matière de grossesse basé sur la loi fédérale RS 857.5

Total hommes, indépendamment de la prestation	2018 (n=61)	3'243	44/72%	74
	2017 (n=61)	3'547	37/61%	96
	2016 (n=66)	2'912	34/52%	86
	2015 (n=59)	2'587	33/56%	78

Exemple de lecture: en 2018, 8 centres ont livré des données sur le nombre d'hommes ayant demandé un dépistage d'IST, soit 739. Ceci correspond à une moyenne de 92 hommes par centre venus pour un dépistage.

Tableau 6 : Hommes venus en tant qu'accompagnants pour un conseil en ambivalence de grossesse dans un centre de consultation en matière de grossesse. Nombre d'hommes / Nombre de centres répondants en % / Moyenne par centre / % du nombre total de conseils liés à la grossesse

		Nombre d'hommes accompagnants	Nombre de centres répondants	Moyenne par centre	% du nombre total des conseils liés à la grossesse	
Conseil en grossesse/ ambivalence de grossesse	2018 (n=61)	1'195	18/30%	66	13%	(n=9'206)
	2017 (n=61)	2'067	12/20%	172	17%	(n=12'250)
	2016 (n=66)	2'055	14/21%	147	18%	(n=11'200)
	2015 (n=59)	208	5/8%	42	2.%	(n=10'437)

Exemple de lecture: en 2018, 1'195 hommes ont accompagné leur partenaire pour un conseil lié à la grossesse ou l'ambivalence de grossesse, soit 66 hommes en moyenne par centre. Dans 13% des consultations en matière de grossesse, l'homme accompagnait sa partenaire.

8 Domaine Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle

8.1 Éducation sexuelle en milieu scolaire

8.1.1 Offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire

Des 61 centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête en ligne 2018, 51% d'entre eux (31) indiquent intervenir en milieu scolaire pour des prestations d'éducation sexuelle [2017: 69%/42]. La plupart (84%/26 centres) disposent d'un mandat cantonal ou communal [2017: 83%/34].

21 autres centres spécialisés intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle ont été invités à répondre exclusivement aux questions du domaine de l'éducation sexuelle et de la formation à la santé sexuelle (voir chapitre 1.3). Sur ces 21 centres, 17 ont participé à l'enquête en ligne 2018. Ces 17 centres représentent ainsi 81% des autres centres spécialisés invités à participer [2017: 75%/15]. Tous ces centres fournissent des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire. À l'exception de deux centres dans le canton du Valais, ils disposent tous d'un mandat cantonal ou communal.

Le monitoring 2018 fait ainsi état d'un total de 48 centres proposant de l'éducation sexuelle en milieu scolaire [2017: 57, 2016: 53, 2015: 47]. Deux tiers d'entre eux (65%) sont des centres de consultation en matière de grossesse reconnus, un tiers (35%) est constitué des autres centres spécialisés intégrés au répertoire des centres de santé sexuelle.

L'évaluation des données de l'enquête en ligne 2018 met à nouveau en évidence que c'est au niveau de l'école enfantine²⁸ que l'offre de prestations est la moins importante. Seuls les services de 6 cantons indiquent intervenir au niveau de l'école enfantine (FR, GR, JU, SG, TG, VS), alors que l'an dernier des

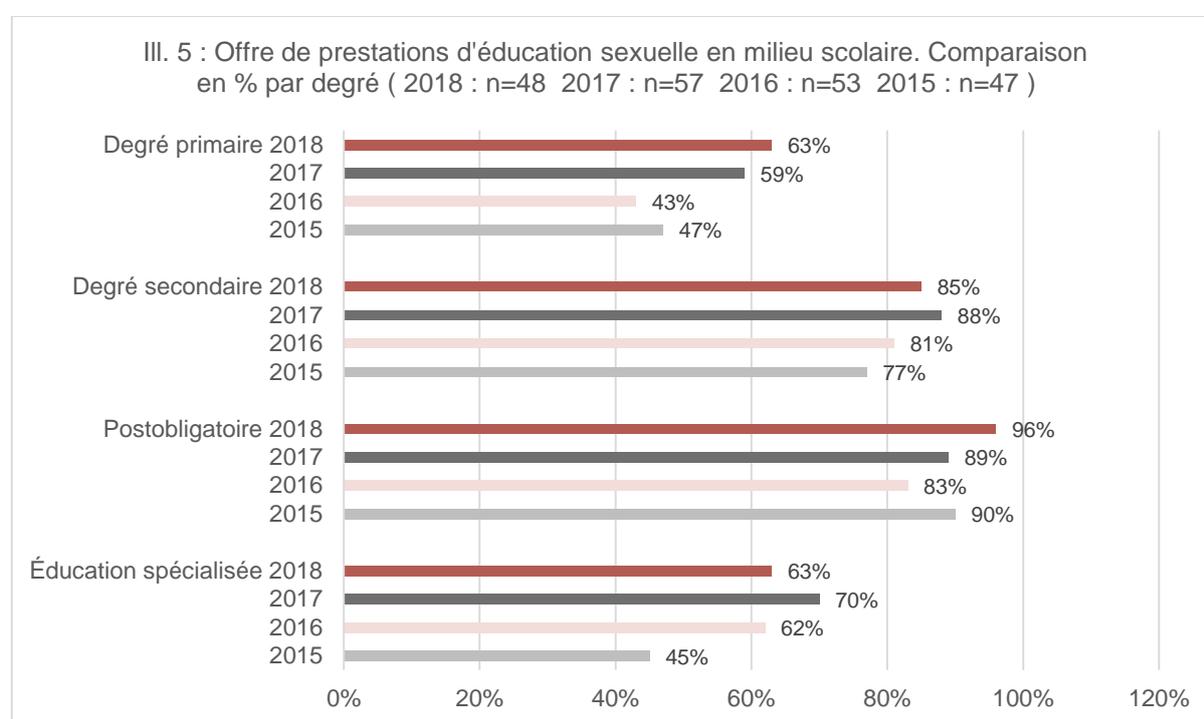
²⁸ Par école enfantine, on entend la première et la deuxième année scolaire (selon HARMOS). La terminologie «HARMOS» n'étant pas encore appliquée dans toute la Suisse, nous avons utilisé le terme école enfantine.

services émanant de 9 cantons répondaient par l'affirmative, à savoir les cantons de BE, SZ et TI en plus.

Pratiquement tous les centres qui proposent une offre d'éducation sexuelle en milieu scolaire proposent également des prestations au niveau postobligatoire (96%). La deuxième offre la plus importante concerne le niveau secondaire (85%, voir Ill. 5).

Entre 2015 et 2017, on a pu constater que le nombre de centres proposant des prestations d'éducation sexuelle auprès d'institutions scolaires spécialisées était en constante progression. Cette tendance ne s'est pas poursuivie en 2018 (Ill. 5; 63% en 2018, 70% en 2017, 62% en 2016, 45% en 2015).

En 2018, l'offre d'éducation sexuelle spécialisée était proposée dans 15 cantons (un canton de moins qu'en 2017). Le nombre de centres proposant ces prestations s'est cependant considérablement réduit: de 40 centres en 2017 à 30 centres en 2018. Le fait qu'en 2018 un important prestataire du canton de Vaud ait concentré son offre sur un seul de ses centres constitue sans nul doute une raison majeure.



Exemple de Exemple de lecture: en 2018, 31% des centre proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent proposer une offre pour le niveau de l'école enfantine.

8.1.2 Prestations d'éducation sexuelle fournies en milieu scolaire

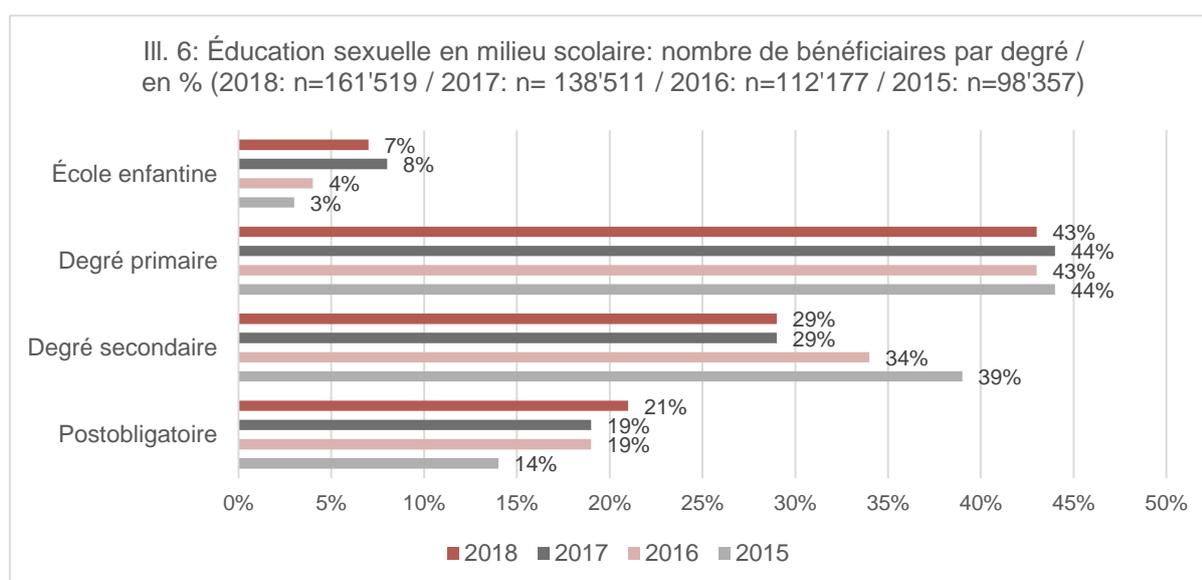
Depuis le début des enquêtes, les centres ont fait état d'une constante augmentation du nombre de bénéficiaires dans tous les degrés scolaires: école enfantine, primaire, secondaire et postobligatoire.

161'519 enfants et jeunes des niveaux **école enfantine, primaire, secondaire et postobligatoire** ont en 2018 bénéficié de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire [2017: 138'511, 2016: 112'177, 2015: 98'357], soit près de 23'000 enfants de plus qu'en 2017. Cette augmentation est essentiellement due au nombre croissant de classes du niveau primaire, secondaire et postobligatoire. Les raisons en sont diverses. Le canton de FR, par exemple, compte nouvellement un participant de plus au monitoring. Les centres des cantons du JU et de VD ont, autre exemple, rapporté un nombre de classes supérieur à celui de l'année précédente. 43% des enfants et des jeunes [44%] étaient du niveau primaire, 29% [29%] du niveau secondaire et 21 % [19%] du postobligatoire. C'est au niveau de l'école enfantine 7% [8%] qu'on enregistre le taux le plus bas. Les données concernant le degré primaire et le degré secondaire sont restées identiques. Par contre, on constate une légère hausse des bénéficiaires au

niveau postobligatoire (III. 6). Ceci est principalement dû à une forte augmentation des activités des autres centres spécialisés dans ce cadre d'intervention (setting).

Dans le domaine de l'éducation spécialisée, on constate que les 22 centres ayant livré des données à ce sujet [2017: 26; 2016: 18; 2015: 21] ont en moyenne fourni plus de prestations que les années précédentes (2018: moyenne 160 bénéficiaires par centre; 2017: 136 ; 2016: 120; 2015: 116). Le nombre moyen de bénéficiaires par centre est ainsi sensiblement plus élevé que celui des dernières années.

La taille moyenne d'une classe n'a pas changé avec les données 2018 et est restée arrondie à 7 participant-es par intervention. Pour la méthodologie, voir le chapitre 8.1.4, Remarques méthodologiques dans le cadre de l'éducation spécialisée.



Exemple de lecture: en 2018, au niveau «École enfantine», les bénéficiaires de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire représentaient 7% de l'ensemble des bénéficiaires.

8.1.3 Remarques méthodologiques - De l'école enfantine au postobligatoire

Les centres n'ont de loin pas tous été en mesure de fournir des données sur le nombre des interventions dans les classes, ni sur celui des bénéficiaires. Ils ont en général recensé le nombre de classes, plutôt que celui des bénéficiaires. On le constate pour tous les degrés, mais avec plus ou moins de précision.

Pour ce qui concerne les prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire, SANTÉ SEXUELLE SUISSE a pris l'option de compter le nombre de bénéficiaires à partir du nombre de classes, à savoir celles du degré disposant de davantage de données chiffrées. Nous avons ainsi pris pour base de calcul la taille moyenne d'une classe de 19 élèves pour le degré primaire et secondaire²⁹ et l'avons également appliquée pour l'école enfantine et le postobligatoire. Les données sur le nombre de bénéficiaires, transmises par les centres n'ayant pas recensé le nombre des classes, ont ensuite été additionnées.

8.1.4 Remarques méthodologiques – Éducation spécialisée

En ce qui concerne l'éducation spécialisée, les centres n'ont pas non plus recueilli les données de manière unifiée. Ils ont le plus souvent recensé le nombre de groupes (80%) plutôt que celui des bénéficiaires (53%). En 2018, 53% des centres proposant une offre de prestations dans le domaine de l'éducation spécialisée (n=30) ont recensé tant le nombre de groupes que le nombre de bénéficiaires. Pour pouvoir développer un indicateur qui prenne en compte les deux sortes de saisie de données (groupes et bénéficiaires), nous avons pris l'option de calculer le nombre de personnes ayant bénéficié d'une prestation dans le domaine de l'éducation spécialisée. Nous avons donc dans un premier temps additionné le nombre de bénéficiaires, transmis par les centres qui les avaient recensés, puis multiplié

²⁹ Office fédéral de la statistique 2017: taille des classes à l'école obligatoire selon le degré de formation, 1990-2016

le nombre de groupes, transmis par les centres qui avaient uniquement enregistré les groupes, par la moyenne des bénéficiaires par groupe. Cette moyenne par groupe est une extrapolation basée sur les données des quatre dernières années (2015/2016/2017/2018) transmises par les centres ayant recensé tant le nombre de groupes que celui de bénéficiaires. Cette moyenne s'élève à 7 bénéficiaires par groupe.

8.1.5 Lieux d'intervention d'éducation sexuelle en milieu scolaire

52% des centres prestataires d'éducation sexuelle en milieu scolaire interviennent exclusivement dans les écoles (n=48), 44% soit dans les écoles, soit dans leurs propres locaux et 4% uniquement dans leurs propres locaux.

8.1.6 Principaux thèmes d'éducation sexuelle abordés en milieu scolaire

Les 4 principaux thèmes abordés en 2018 par les centres prestataires d'éducation sexuelle (48) sont la prévention VIH/IST (92%), l'éducation sexuelle générale (90%), l'orientation sexuelle et la diversité (85%) ainsi que les questions liées à la relation, l'amour, l'amitié (83%), (Ill. 7, plusieurs mentions étaient possibles). Ces thèmes étaient également les quatre plus importants en 2016 et en 2017.

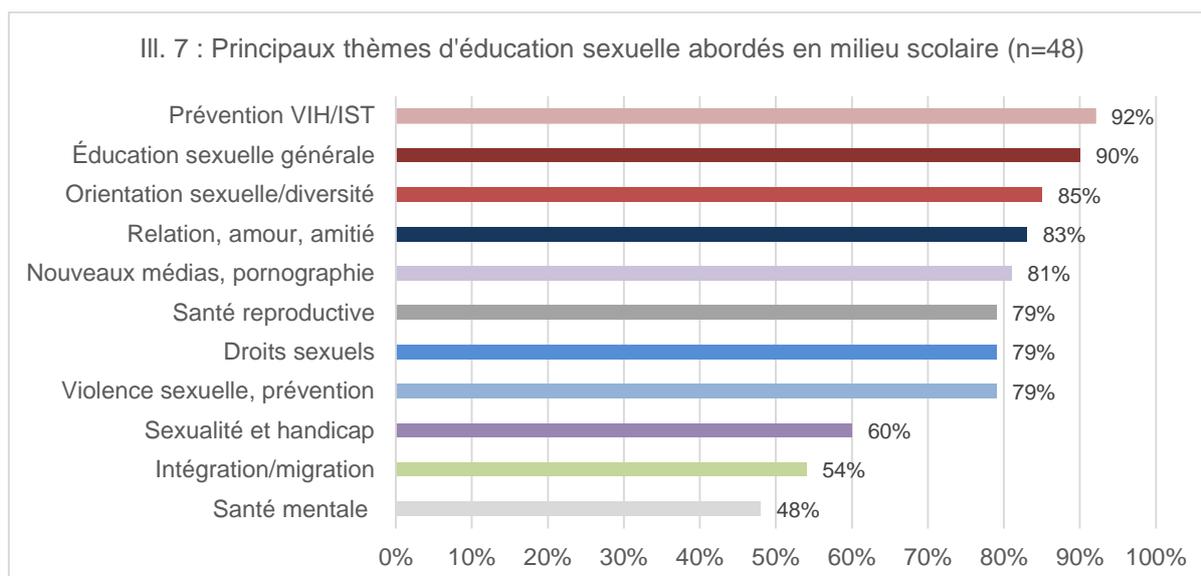
Si l'on compare les principaux thèmes par type de centre spécialisé, on observe des différences entre les centres de consultation en matière de grossesse et les autres centres spécialisés. En 2018, par exemple, le thème des droits sexuels est mentionné par 90% des centres de consultation en matière de grossesse proposant de l'éducation sexuelle en milieu scolaire, à la différence des autres centres spécialisés qui le citent à 59% (Ill. 8). Ce résultat est plutôt surprenant, car en 2017 tous les autres centres spécialisés indiquaient le proposer dans leur offre de prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire.

Les thèmes les plus fréquemment cités par les centres de consultation en matière de grossesse sont l'éducation sexuelle générale (97%), la prévention VIH/IST (94%) et les droits sexuels (90%). Les autres centres spécialisés citent prioritairement la prévention VIH/IST (88%), l'orientation sexuelle et la diversité (82%), les questions liées à la relation, l'amour, l'amitié (76%) et l'éducation sexuelle générale (76%).

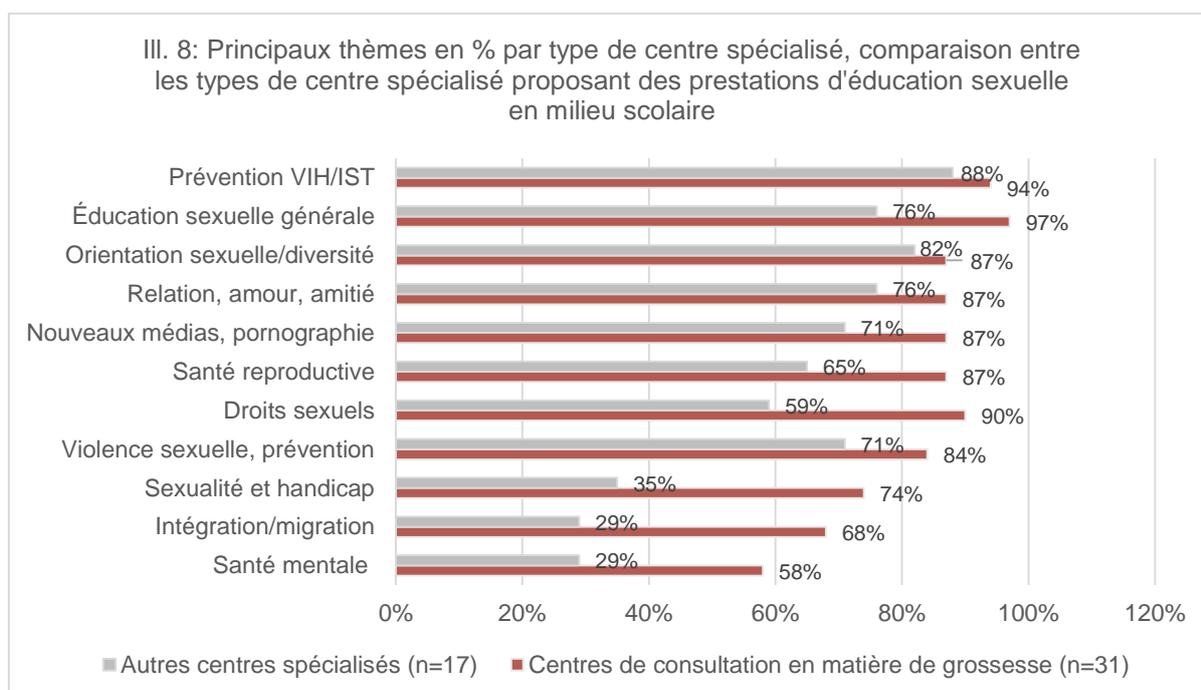
Dans l'ensemble, ces résultats démontrent cette année encore que l'éducation sexuelle proposée par les centres de santé sexuelle ne se limite pas à la seule prévention des risques, mais qu'elle s'inscrit au contraire dans le concept d'une approche holistique.

À noter: au chapitre 8.2.3, Principaux thèmes d'éducation sexuelle abordés en milieu extrascolaire, on trouve une comparaison des principaux thèmes entre «scolaire» et «extrascolaire» (Ill. 11)

Remarque: Il convient de relever que les principaux thèmes des divers centres prestataires figurant sur le site www.educationsexuelle-ecole.ch sont issus des données du monitoring.



Exemple de lecture: 48% des centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire indiquent «Santé mentale» comme un des principaux thèmes.



Exemple de lecture: en 2018, 58% des centres de consultation en matière de grossesse proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu scolaire, indiquent «Santé mentale» comme un des principaux thèmes. En comparaison, les autres centres spécialisés l'indiquent à 29%.

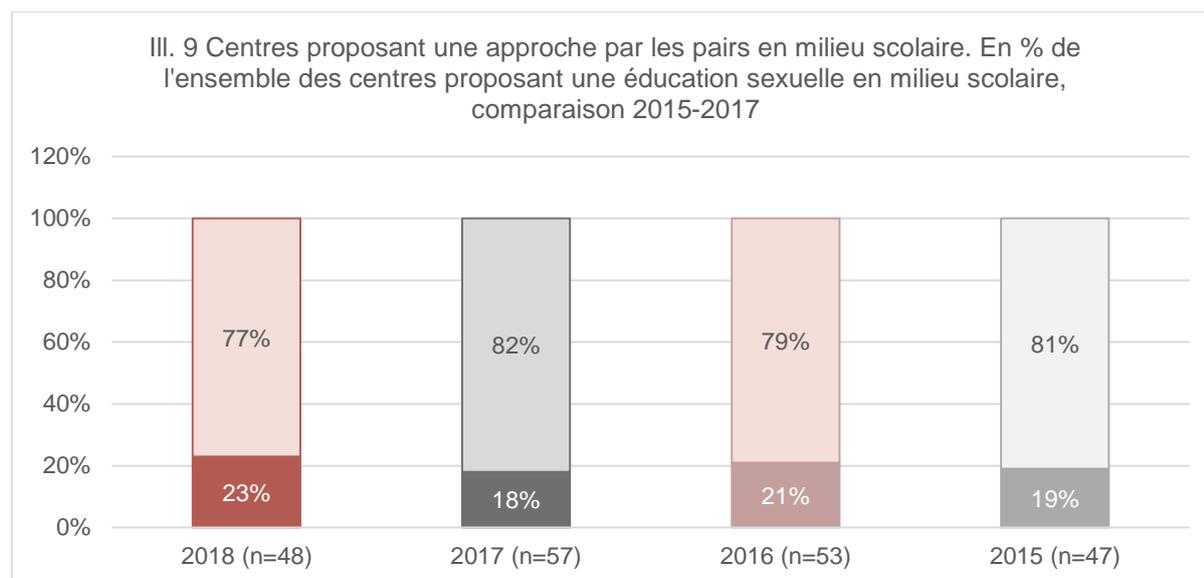
8.1.7 Approche par les pairs en milieu scolaire

En 2018, 23% des centres prestataires d'éducation sexuelle en milieu scolaire (11 sur 48) ont proposé une approche par les pairs (III. 9). Ces centres sont présents dans 6 cantons: AG, FR, GR, VD, VS, ZH [2017: 18%. AG, GR, NE, VD, VS / 2016: 21%. AG, BL, SG, VS / 2015: 19%. AG, BL, VS]. A ce jour, l'approche par les pairs a donc été proposée par les cantons d'AG, BL, FR, GR, NE, SG, VD, VS, ZH.

Un important prestataire du canton de ZH, ainsi qu'un autre, plus modeste, du canton de FR, ont pour la première fois pu livrer des données concernant l'approche par les pairs. Des prestataires de 5 cantons (FR, GR, VD, VS, ZH) ont recensé à la fois le nombre de classes et le nombre de bénéficiaires. Le

centre spécialisé du canton d'AG n'a recensé que le nombre de classes. Les données récoltées indiquent une moyenne de 17 bénéficiaires [2017: 16] par classe. Ce chiffre se situe en-dessous de la moyenne de 19 bénéficiaires par classe appliquée par SANTÉ SEXUELLE SUISSE pour l'évaluation de l'éducation sexuelle en milieu scolaire (voir chapitre 8.1.3 Remarques méthodologiques - De l'école enfantine au postobligatoire).

Diverses raisons peuvent être à l'origine de cette moyenne de classe inférieure à celle de la moyenne suisse. L'une d'elle réside dans le fait que les interventions par les pairs se déroulent le plus souvent dans de petites classes, plutôt que dans des classes de taille normale. Les 660 interventions qui ont eu lieu dans ce cadre ont rassemblé un total de 11'248 bénéficiaires [2017: 158 classes et un total de 2501 bénéficiaires].



Exemple de lecture: en 2018, 23% des centres proposant une offre d'éducation sexuelle en milieu scolaire proposaient également la possibilité d'une approche par les pairs.

8.2 Formation à la santé sexuelle en milieu extrascolaire (de 15 ans aux seniors)

8.2.1 Offre et interventions d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire

Des 61 centres de consultation en matière de grossesse ayant participé à l'enquête en ligne 2018, près des deux tiers des centres (64%/39) indiquent fournir des prestations d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire [2017: 67%/41 centres, 2016: 55%/36 centres, 2015: 64%/38 centres]. 41% d'entre eux disposent d'un mandat cantonal ou communal [2017: 63%].

La majorité des centres de consultation en matière de grossesse (59%/26) propose de la formation en santé sexuelle en milieu scolaire et en milieu extrascolaire 2017: 86%/39, 2016: 55%, 5% uniquement en milieu scolaire et 30% exclusivement en milieu extrascolaire.

Des 17 autres centres spécialisés ayant participé à l'enquête en ligne 2018, la majorité propose de la formation en santé sexuelle aussi bien en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire (88%/15 centres). Seuls quelques-uns (12%/2) interviennent exclusivement en milieu scolaire.

Au total, 69% des centres (54 centres sur 78) ayant participé à l'enquête en ligne 2018 ont proposé de la formation en santé sexuelle en milieu extrascolaire [2017: 68%, 2016: 63%, 2015: 69%]. 72% d'entre eux étaient des centres de consultation en matière de grossesse, 21% d'autres centres spécialisés.

8.2.2 Nombre de groupes et de bénéficiaires par cadre d'intervention (setting)

Sur les 54 centres prestataires d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire, la plupart d'entre eux ont, comme l'année dernière, recensé essentiellement le nombre de groupes, plutôt que celui des bénéficiaires. Toutefois, il n'est pas possible, en milieu extrascolaire, de prendre en compte une taille

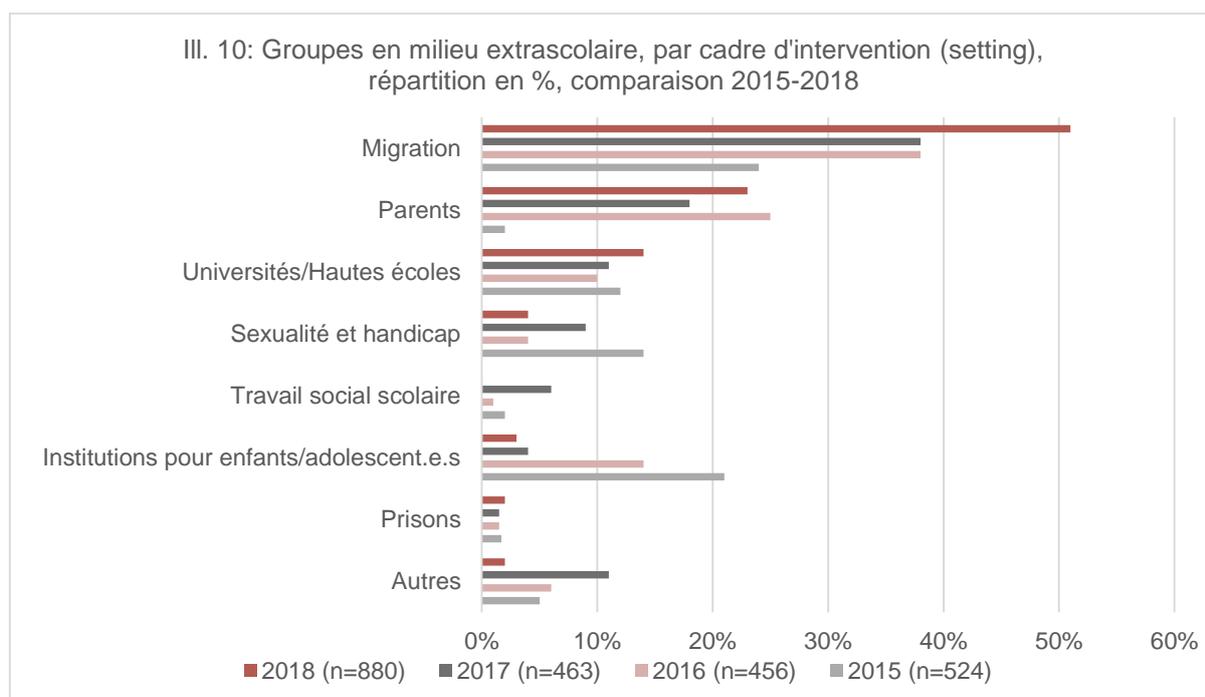
moyenne de groupe et de l'extrapoler, comme nous l'avons fait pour l'éducation sexuelle en milieu scolaire. Le monitoring 2018 présente ainsi les chiffres effectifs concernant le nombre de groupes, sans extrapolation (Ill. 10).

Par rapport aux autres cadres d'intervention, c'est de loin celui de la migration qui enregistre le plus d'activités. En 2018, plus de la moitié des groupes (51%) concerne ce domaine, soit un nombre nettement plus élevé que celui des deux dernières années (38% chacune). Cet accroissement s'explique par le fait qu'un important prestataire du canton de VD a pour la première fois fourni des données à ce sujet.

Le deuxième cadre d'intervention le mieux documenté en 2018, un quart des groupes (23%), concerne le travail avec les parents.

Le domaine des hautes écoles, des écoles spécialisées et des universités se situe en 2018 en troisième position (14%). Il peut s'agir ici d'offres destinées aux étudiant-es ou au personnel enseignant.

Autres domaines d'intervention (par ordre décroissant): Sexualité et handicap 4%, Institutions pour enfants et adolescent-es 3%, Prisons (2%), Travail social scolaire 0%. Comme ces dernières années, peu de données, voire aucune, font mention d'interventions dans le cadre «Milieu ecclésiastique» et «Camps de vacances». Nous renonçons donc à les faire figurer dans le diagramme.



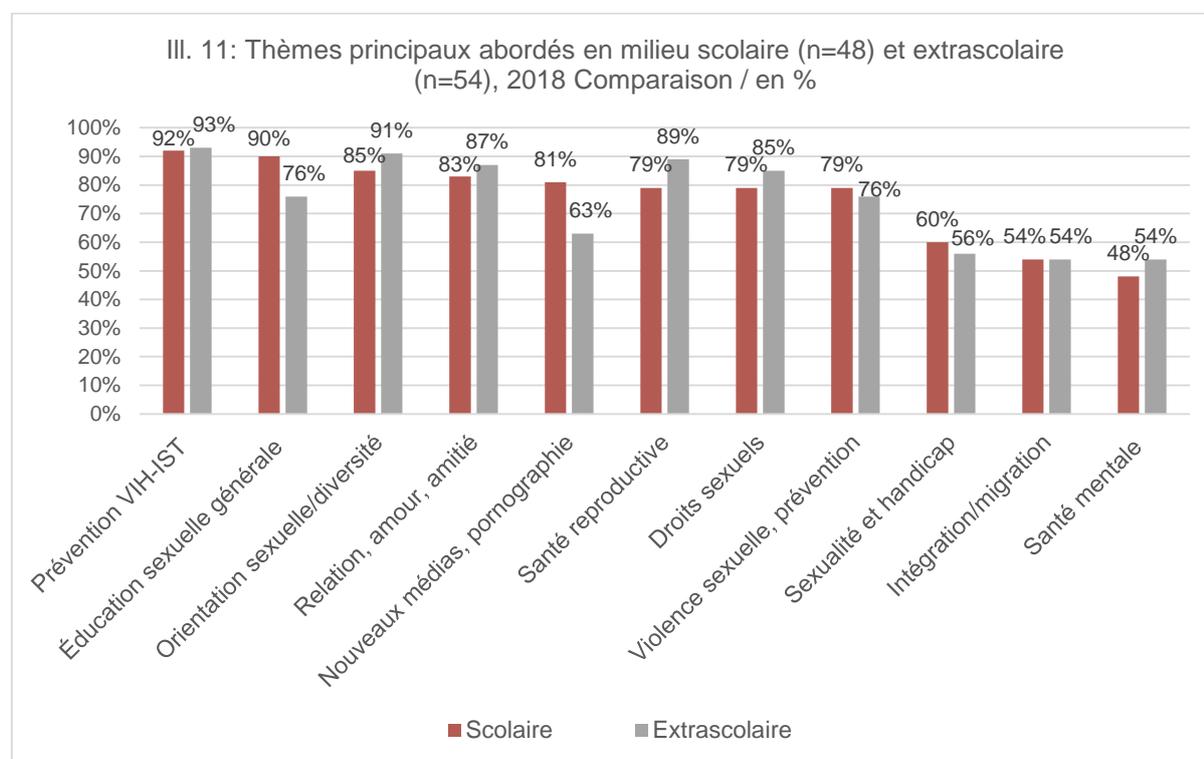
Exemple de lecture: en 2018, 23% des interventions extrascolaires ont eu lieu dans le cadre des groupes «Parents».

8.2.3 Principaux thèmes d'éducation sexuelle abordés en milieu extrascolaire

Le sujet mentionné le plus souvent par les 54 centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire est «Prévention VIH/IST», 93% [2017: 71%, 2016: 76%]. Viennent ensuite «Orientation sexuelle/Diversité», 91% [2017: 77%, 2016: 74%], «Santé reproductive», 89% [2017: 75%, 2016: 72%], «Relation, amour, amitié», 87% [2017: 79%, 2016: 78%], suivi de près par «Droits sexuels», 85% [2017: 69%]. Ce dernier a pu être indiqué pour la première fois en 2017 et semble gagner en importance. Pour la première fois, le thème «Éducation sexuelle générale», 76%, ne fait pas partie des quatre principaux thèmes d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire.

On constate également en milieu extrascolaire qu'un large éventail de thèmes sont traités qui ne visent pas uniquement la prévention des risques mais qui s'inscrivent au contraire dans le concept d'une éducation sexuelle holistique.

En comparaison avec les principaux thèmes abordés dans les interventions d'éducation sexuelle en milieu scolaire, on observe qu'en 2018, la «Prévention VIH/IST» constitue le sujet majeur aussi bien en milieu scolaire qu'en milieu extrascolaire. Toutefois, contrairement aux activités extrascolaires, le thème «Éducation sexuelle générale» se situe en tête de classement dans l'éducation sexuelle en milieu scolaire avec 90%. Une différence notable est également constatée pour le thème «Nouveaux médias, pornographie». Ce sujet a été mentionné beaucoup plus souvent, 81%, dans le cadre des interventions en milieu scolaire que dans celui des activités extrascolaires (63%). Voir III. 11.



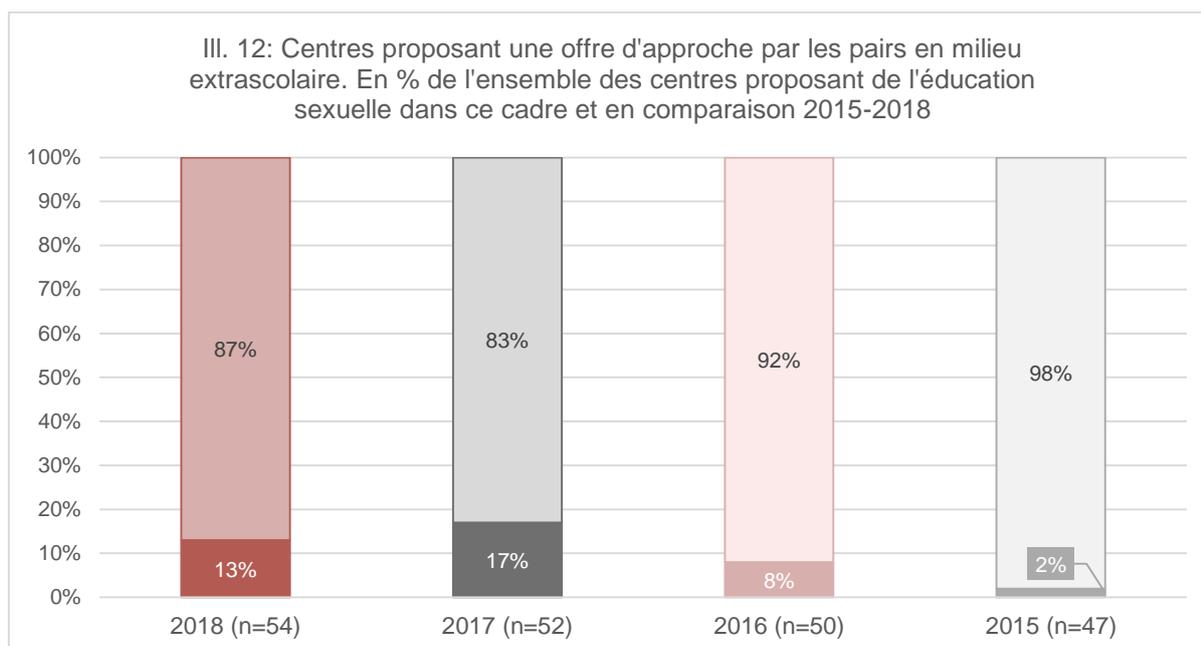
Exemple de lecture: en 2018, 63 % des centres proposant des prestations d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire ont indiqué aborder le thème «Nouveaux médias, pornographie».

8.2.4 Approche par les pairs en milieu extrascolaire

À la question de savoir si des prestations d'éducation sexuelle en milieu extrascolaire ont été réalisées par les pairs, 7 centres ont répondu par l'affirmative dans les cantons de BE (Aide Sida Berne), BL (les deux centres de consultation en matière de grossesse et de conseil conjugal), FR (Centre Empreinte), GR (Aide Sida Grisons), VD (PROFA Centre de compétence VIH-IST) et VS (Antenne Sida du Valais romand). Cf. III. 12.

Les nombres de groupes et de participant-es n'ont été communiqués que par quatre cantons (BE, BL, VD, VS). Au total, 284 interventions ont été menées par les pairs en milieu extrascolaire. 98% des données recueillies concernent le domaine de la migration.

Voir également les chapitres 8.1.7 Approche par les pairs en milieu scolaire.



Commentaire de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Chapitre 8: Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle

Selon les données du monitoring, le nombre d'élèves bénéficiant d'une éducation sexuelle externe augmente d'année en année. Si les degrés allant de la période de l'enfance à l'adolescence sont très bien couverts par les offres proposées, on remarque un recul au niveau de l'école enfantine. Les raisons peuvent être liées au manque de ressources affectées aux prestations en éducation sexuelle et à la volonté des services de mettre une priorité sur les âges de la pré-adolescence et de l'adolescence. Par ailleurs, il est fort probable que les services ne proposent pas une offre d'éducation sexuelle holistique lorsque des interventions sur la prévention des abus sexuels dans les premières années de l'école obligatoire sont organisées.

Le contenu de l'éducation sexuelle évolue. On observe que les thématiques des nouveaux médias et de la pornographie font à présent très souvent partie de l'offre d'éducation sexuelle à l'école presque au même titre que les sujets classiques de prévention (IST/contraception) et de l'éducation sexuelle positive (relations, orientations, identités). Il est intéressant de relever que les droits sexuels sont devenus un thème incontournable dans l'offre proposée par les centres de consultation reconnus.

9. Commentaire final de SANTÉ SEXUELLE SUISSE

SANTÉ SEXUELLE SUISSE, en tant qu'organisation faîtière des centres spécialisés, s'engage pour que toute personne vivant en Suisse ait accès aux prestations de santé sexuelle. Elle promeut la qualité de ces prestations et soutient ses membres dans la mise en œuvre de leur mandat. Grâce à des données quantitatives, le monitoring fournit des renseignements sur certains domaines de la santé sexuelle.

L'enquête identifie des lacunes que les recommandations suivantes visent à combler :

Adolescentes enceintes de moins de 16 ans

Bien que le nombre de jeunes personnes donnant naissance à un enfant ou interrompant leur grossesse n'est que peu élevé en Suisse, il est important pour SSCH de mieux faire connaître à ce groupe cible en général son droit à un conseil gratuit auprès d'un centre de consultation en matière de grossesse

reconnu et spécialisé. Nous considérons également qu'il est du devoir des cantons de sensibiliser le groupe cible des moins de 16 ans à la possibilité d'obtenir gratuitement un conseil confidentiel auprès des centres de consultation en matière de grossesse.

Au niveau des centres spécialisés, il convient d'améliorer auprès des jeunes l'information concernant leur offre de prestations en SSRD (santé sexuelle et reproductive et droits). Ceci est possible, par exemple, lors des interventions en éducation sexuelle: par les enseignant-es, les spécialistes de la santé sexuelle ou les jeunes qui interviennent dans le cadre de l'approche par les pairs.

L'éducation sexuelle est certainement le meilleur moyen d'éviter une grossesse non voulue. C'est pourquoi il est si important que les écolières et les écoliers de Suisse puissent bénéficier d'une éducation sexuelle holistique durant toute leur scolarité.

Interruption de grossesse chez les femmes migrantes

Les statistiques sur l'interruption de grossesse de l'Office fédéral de la statistique (OFS) ne couvrent jusqu'à présent que les catégories «Suisseuses» et «Étrangères» et les données font apparaître que les «Étrangères» sont nettement plus concernées par l'interruption de grossesse. Pour SANTÉ SEXUELLE SUISSE, ces deux catégories ne sont pas suffisantes pour penser à des offres de prévention auprès des groupes cibles concernés. Pour pouvoir mener des interventions en éducation sexuelle dans des cadres très précis (settings) par exemple, les centres spécialisés en éducation sexuelle auraient besoin de disposer de bases statistiques détaillées pour définir les groupes cibles. Certains cantons le font déjà. Il serait utile cependant que de telles bases soient disponibles au plan national.

L'OFS est en train de finaliser le projet de révision de son questionnaire sur les interruptions de grossesse. SSCH a été intégrée dans le groupe de travail. Proposition a été faite d'établir une saisie plus différenciée des divers paramètres (selon le permis de séjour, selon le type de ménage, selon l'activité principale du moment et sur le niveau acquis de formation, par exemple). SSCH recommande aux cantons d'appliquer ce questionnaire différencié, afin que des mesures de prévention ciblées puissent être développées.

Contraception d'urgence

SANTÉ SEXUELLE SUISSE recommande aux centres de consultation d'identifier, dans leur région, les endroits où le dispositif intra-utérin DIU au cuivre comme contraception d'urgence est disponible et d'en informer les pharmacies. La collaboration entre les centres spécialisés en santé sexuelle, les pharmacies et les prestations médicales en sera renforcée. Les femmes seront ainsi soutenues dans le choix de la méthode de contraception d'urgence la plus favorable.

Infections sexuellement transmissibles: dépistage et traitement

Le nombre de centres proposant, en plus du dépistage des IST, le traitement correspondant, est en augmentation. SANTÉ SEXUELLE SUISSE se réjouit de cette tendance qui va vers une prise en charge globale. Dans la mesure du possible, les personnes devraient pouvoir recevoir la thérapie appropriée là où elles ont été testées. Par ailleurs, il convient d'assurer que les tarifs et l'accès aux tests soient fixés de manière à ce qu'ils soient accessibles à toute personne.

Éducation sexuelle / Formation à la santé sexuelle

SANTÉ SEXUELLE SUISSE observe de manière très positive que l'éducation sexuelle aborde très souvent les droits sexuels lorsqu'elle est proposée par des centres de conseil en santé sexuelle, et moins souvent quand elle est gérée par les autres services ayant pris part à ce monitoring. La formation continue des intervenant-es dans ces centres est certainement déterminante. Sur la base de ce résultat, SSCH recommande que toutes les équipes d'éducation sexuelle soient bien formées à cette thématique en vue de proposer une éducation sexuelle holistique basée sur les droits à l'école obligatoire.

Par ailleurs, les standards de l'OMS Europe recommandent une éducation sexuelle dès le plus jeune âge. On constate dans les résultats un recul du nombre de prestations proposées à l'école enfantine.

SSCH recommande aux services de proposer des cours d'éducation sexuelle holistique à ce degré et ceci avec une argumentation de santé publique qui met aujourd'hui l'accent sur l'importance d'une éducation précoce positive pour renforcer la santé psychique de l'enfant.

CONTACT

SANTÉ SEXUELLE SUISSE

Christine Sieber

christine.sieber@sante-sexuelle.ch

+41 31 311 44 08

Annexe – Liste des centres ayant participé à l'enquête en ligne 2018

Centres de consultation en matière de grossesse reconnus selon la loi RS 857.5 (61 sur 75 = 81%)

AG	Sexuelle Gesundheit Aargau	Aarau
BE	Beratungsstellen sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Bern, Biel, Burgdorf, Interlaken
BL	Kantonale Beratungsstelle für Schwangerschafts- und Beziehungsfragen, Fachstelle sexuelle Gesundheit	Liestal, Binningen
BS	Schwangerschaftsberatungsstelle Basel-Stadt	Basel
FR	Centre fribourgeois de santé sexuelle	Fribourg, Bulle
GE	Unité de santé sexuelle et planning familial	Genève
GL	Beratungsstelle für Partnerschafts-, Familien- und Sexualfragen	Glarus
GR	adebar - Fachstelle für sexuelle Gesundheit und Familienplanung	Chur
JU	Centre de Santé Sexuelle – Planning Familial Jura	Delémont, Porrentruy, Le Noirmont
LU (NW, OW)	elbe - Fachstelle für Lebensfragen	Luzern
NE	Centre de santé sexuelle - Planning familial	La Chaux-de-Fonds
SG (AI, AA)	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	St. Gallen, Jona, Wattwil, Sargans
SO	Fachstelle Beziehungsfragen Kanton Solothurn	Solothurn, Olten, Breitenbach
SZ	Triaplus AG, Fachstelle für Einzel-, Paar- und Familienberatung	Pfäffikon, Goldau
TG	Beratungsstelle für Familienplanung, Schwangerschaft und Sexualität	Frauenfeld
TI	Consutorio di salute sessuale EOC	Locarno, Lugano, Bellinzona, Ascona
UR	Schwangerschaftsberatungsstelle	Altdorf
VD	PROFA - Conseil en périnatalité	Lausanne, Nyon, Payerne, Renens, Vevey, Yverdon, Orbe, Aigle, Morges
VD	PROFA - Consultation en santé sexuelle et planning familial	Lausanne, Aigle, Payerne, Renens, Morges, Nyon, Vevey, Yverdon
VS	SIPE – Centres de consultation	Sion, Sierre, Monthey, Martigny, Brig, Leuk-Susten
ZG	eff-zett das fachzentrum. Sexual- und Schwangerschaftsberatung	Zug
ZH	Schwangerschaftsberatungsstellen an den Spitälern	Zürich/Triemli, Bülach, Horgen, Schlieren

Autres centres spécialisés proposant une offre d'éducation sexuelle (17 sur 21 = 81%)

BE	Aids Hilfe Bern	Bern
BE	Berner Gesundheit, Sexualpädagogik	Bern
BS/BL	Aids-Hilfe beider Basel	Basel
FR	Centre Empreinte	Fribourg
GE	Service de santé de l'enfance et de la jeunesse SSEJ	Genève
GR	Aids-Hilfe Graubünden	Chur
JU	AJDAES Association jurassienne des animatrices en éducation sexuelle	Bure
LU	S&X Sexuelle Gesundheit Zentralschweiz	Luzern
SZ	gesundheit schwyz, Gesundheitsförderung und Prävention	Goldau
TG	Perspektive Thurgau, Sexuelle Gesundheit und Sexualpädagogik	Weinfelden
VD	PROFA – Centre de compétences VIH-IST	Lausanne
VD	PROFA – Service d'éducation sexuelle	Renens
VS	Antenne Sida du Valais Romand	Sion
VS	Aidshilfe Oberwallis	Visp
ZH	liebesexundsoweiter, sexualpädagogik & beratung	Winterthur
ZH	Lust und Frust – Fachstelle für Sexualpädagogik und Beratung	Zürich
ZH	SpiZ – Sexualpädagogik in Zürich	Zürich

